

**Communiqué de presse**

Lundi 14 juin 2010

## Optimisme prudent dans une période difficile

### Situation économique et perspectives conjoncturelles pour 2010 et 2011

**L'économie suisse a passé le creux de la vague. Au cours de ces derniers mois, les entreprises exportatrices ont renoué avec la croissance et la consommation des ménages continue de soutenir l'activité économique. economiesuisse prévoit une croissance économique de 1,9 % pour 2010 et de 1,6 % pour 2011. À court terme, la stabilité des prix devrait être garantie, en revanche, il existe un risque d'inflation certain à moyen terme. Enfin, le taux de chômage est estimé à 4,0 % en moyenne pour 2010. Il devrait baisser à 3,6 % l'année prochaine.**

#### Situation actuelle

Par rapport à d'autres pays, l'économie suisse a été en mesure de s'affirmer pendant une période tumultueuse. La croissance économique de la Suisse a certes reculé de 1,5 % l'an dernier, mais, compte tenu de l'ampleur historique de la crise, on s'est longtemps attendu à un repli bien plus marqué du PIB. Les entreprises exportatrices, en particulier, ont subi une baisse des commandes parfois dramatique au premier semestre 2009. La marche de leurs affaires s'est à nouveau stabilisée au cours du deuxième semestre de 2009 et des cinq premiers mois de 2010, mais l'activité reste néanmoins nettement inférieure au niveau d'avant la crise dans certains secteurs comme l'industrie des machines et des textiles. La possibilité de recourir au chômage partiel a permis à de nombreuses entreprises exportatrices de conserver leur personnel. Lorsque l'activité économique a repris, elles ont été en mesure de traiter immédiatement les commandes reçues. Le chômage partiel a également contribué à éviter une envolée du taux de chômage pendant la crise. Ce dernier a déjà amorcé une baisse et se monte actuellement à 3,8 %. Contrairement à l'évolution observée en Espagne ou en Irlande, le taux de chômage a augmenté seulement modérément en Suisse. Cela s'explique notamment par le fait que le PIB s'est contracté non pas dans le secteur de la construction, caractérisé par une forte intensité de main d'œuvre, mais dans le secteur hautement spécialisé des exportations.

Si l'économie intérieure est relativement peu touchée par la crise mondiale, elle le doit en partie à la hausse modeste du taux de chômage. La consommation s'est révélée être un véritable soutien de la conjoncture. L'immigration nette persistante a aussi joué un rôle qu'il faut se garder de négliger : la demande de travailleurs qualifiés excède toujours l'offre (domaines de la santé, de l'informatique et industrie chimique et pharmaceutique). Comme la Suisse propose des conditions de travail attrayantes, elle parvient aussi à recruter des travailleurs à l'étranger. La demande supplémentaire de biens et de services soutient la consommation, mais aussi la construction. Cette dernière a bénéficié entre autres des investissements réalisés par les pouvoirs publics.

Les conséquences de la crise des exportations sur le marché intérieur restent aussi limitées parce que la Suisse n'a pas connu de raréfaction du crédit. Les conditions de crédit ont certes été durcies ici et là en raison de la détérioration de la conjoncture, mais l'octroi de crédits aux entreprises n'a pas été entravé, même au plus fort de la crise financière.

### **Perspectives**

L'économie affiche un optimisme prudent. Des branches comme l'industrie des machines, qui ont particulièrement souffert du recul de la demande à l'échelle mondiale, tablent sur des taux de croissance positifs pour cette année et la suivante. Cependant, cette évolution réjouissante ne doit pas faire oublier que, dans ces branches, la Suisse est toujours en deçà du niveau des exportations de 2008. L'industrie exportatrice bénéficie aujourd'hui de la forte diversification opérée ces dernières années à l'échelle mondiale. Elle peut donc bénéficier de l'évolution dynamique des pays émergents. Sur les marchés extraeuropéens, l'économie suisse n'est pas non plus confrontée au problème de l'appréciation du franc. En Europe, par contre, la faiblesse de l'euro vis-à-vis du franc entrave la reprise. La vigueur du franc affecte plus particulièrement les petites et moyennes entreprises qui exportent la majorité de leurs produits vers l'Europe. Ce problème est encore plus marqué dans l'industrie textile, qui importe souvent des matières premières de la zone dollar, avant de les transformer en Suisse pour les exporter vers l'Europe. La baisse de l'euro diminue sa marge quand ce n'est pas le volume des exportations qui fond en raison des hausses de prix. Cependant, les entreprises concernées pâtiront davantage de la mollesse de la demande générale européenne qui persistera quelque temps en raison des conséquences de la crise à long terme. Les hausses d'impôts et les programmes d'économie des pouvoirs publics nécessaires pour résorber les déficits abyssaux des États pèseront sur la conjoncture en Europe. Les marchés financiers, quant à eux, continueront de réagir avec nervosité, car il est justifié de se demander si les gouvernements européens sont capables de faire preuve de rigueur budgétaire sur la durée. L'incertitude est aussi provoquée par les amortissements considérables nécessaires dans plusieurs pays du côté du système bancaire. L'histoire a montré que l'assainissement d'une économie après une crise immobilière prend non pas des trimestres mais des années. Les industries exportatrices s'attendent donc à une diminution de la demande en provenance de l'Europe et à une augmentation de la demande émanant des marchés asiatiques et du continent américain. La croissance relativement élevée des exportations attendue pour 2010, en moyenne annuelle, s'explique en grande partie par l'ampleur de la baisse subie en 2009. Cet effet de base est aussi observé du côté des investissements dans les équipements : les investissements réalisés en 2010 enregistrent une hausse marquée par rapport à 2009, en raison de la forte baisse accusée cette année-là.

À l'échelle de la Suisse, la conjoncture continuera de bénéficier de la baisse du chômage, de l'immigration nette et de la faiblesse de l'euro. Si, comme on s'y attend, l'euro reste faible, le prix des importations en provenance de la zone euro diminuera au bout d'un certain temps et la consommation augmentera. Toutefois, le cours de change actuel ne fait pas que des heureux, il y a aussi des perdants. En effet, la faiblesse de l'euro encourage le tourisme de consommation dans les régions frontalières. Les agences de voyage, pour leur part, peuvent proposer des voyages en Europe à un prix plus avantageux. Le tourisme suisse, en tant qu'industrie exportatrice, pâtit, par contre, de la vigueur du franc. Les prestataires de cette branche ne peuvent guère tirer leur épingle du jeu grâce à

la baisse de prix de prestations préalables en provenance de la zone euro. Il faut donc s'attendre à une nouvelle diminution nette des visiteurs européens, de l'ordre de 5 %, à partir de cet été. La reprise de l'activité touristique pourrait se faire attendre jusqu'au second semestre 2011. Pour ce qui est de la conjoncture suisse, elle ne pâtira pas de mesures d'économie des pouvoirs publics. Au contraire, il faut s'attendre à la poursuite de la hausse des dépenses publiques. Par contre, malgré la faiblesse des taux d'intérêt, une légère diminution des investissements dans la construction est probable.

La politique monétaire extrêmement expansive de la Banque nationale suisse prendra fin tôt ou tard. L'absence d'intervention de la Banque nationale lorsque l'euro est tombé pour la première fois au-dessous de 1,40 franc a constitué un premier pas important vers la stratégie de sortie. Cela peut être interprété comme un signal que la BNS laissera désormais davantage les forces du marché déterminer le cours de change du franc vis-à-vis de l'euro. Cette décision de la BNS en faveur d'une politique monétaire indépendante était nécessaire. Un arrimage du franc suisse à l'euro générerait des coûts pour l'économie (abandon de l'avantage comparatif en termes de taux d'intérêt réel) plus élevés que ceux liés à l'appréciation actuelle du franc. On ne peut cependant pas partir du principe que la Banque nationale relèvera fortement les taux d'intérêt déjà cette année. Dans la situation économique tendue qui prévaut actuellement en Europe, cela entraînerait une nouvelle appréciation du franc. À court terme, le risque d'inflation en Suisse reste par ailleurs modéré dès lors que l'écart de production (« output gap ») permet toujours d'augmenter la production sans effet sur les prix. Les prix à l'importation baissent aussi en raison de la faiblesse de l'euro. Seul le marché de l'immobilier devrait enregistrer une nouvelle hausse des prix en raison du faible niveau des taux d'intérêt. De nombreux membres d'économiesuisse considèrent toutefois que le risque d'inflation est élevé, voire très élevé, d'ici à trois ans environ. Dans ce contexte, la stratégie de sortie de la Banque nationale est un exercice d'équilibrisme périlleux.

**Prévisions pour les comptes nationaux**

**Variation par rapport à l'année précédente (en %)**

	2007	2008	2009	2010	2011
Produit intérieur brut, réel	3,6	1,8	-1,5	1,9	1,6
Consommation des ménages	2,4	1,7	1,2	1,1	1,2
Dépenses de l'État	0,5	-0,1	2,5	0,5	0,1
Investissements dans la construction	-2,3	0,9	1,3	-0,2	-1,0
Investissements dans les biens d'équipement	11,1	0,1	-7,5	4,4	2,0
Exportations (total)	9,5	2,9	-9,9	5,2	3,2
Importations (total)	6,0	0,4	-5,9	4,5	3,0

**Variation par rapport à l'année précédente (en %),  
moyenne annuelle**

Taux d'inflation	0,7	2,4	-0,6	1,0	1,2
Taux de chômage	2,8	2,6	3,8	4,0	3,6

**Hypothèses exogènes \***

	2010	2011
Taux de change CHF/EUR	1,35	1,4
Taux de change CHF/USD	1,15	1,1
Prix du pétrole en USD	80	80
Taux de croissance économique des États-Unis	3,2	2,5
Taux de croissance économique dans la zone euro	0,7	1,5
Taux de croissance économique de la Chine	9,2	8,3
Taux d'intérêt à court terme	0,4	0,6
Rendement des obligations d'État	2	2,4

\* Paramètres sur lesquels se fonde l'évaluation des prévisions conjoncturelles

Pour toutes questions :  
Rudolf Minsch  
Téléphone : 041 421 35 35  
rudolf.minsch@economiesuisse.ch